

# CONTROVERSES

# CONTROVERSES

## OÙ VA LE VENEZUELA ?

Chef de file et précurseur du virage à gauche de l'Amérique latine, le Venezuela d'aujourd'hui interroge. Doit-il susciter une solidarité sans faille au prétexte qu'il fait l'objet de sévères mesures de rétorsion économique de la part des États-Unis? Jusqu'où, au nom de cette hostilité extérieure condamnable, faut-il fermer les yeux sur la nature du régime politique qui a succédé à celui d'Hugo Chávez? Défenseurs, sceptiques et critiques s'affrontent dans un débat qui est au cœur de toute réflexion sur la solidarité internationale.

Avec les contributions de :

- **Fabrice Andréani**, doctorant en sciences politiques.
- **Maurice Lemoine**, journaliste, écrivain.
- **Thomas Posado**, docteur en sciences politiques.
- **Michel Rogalski**, directeur de la revue *Recherches internationales*.



# VENEZUELA, DU MIRAGE AU DÉSASTRE POUR UNE CRITIQUE MATÉRIALISTE DE LA DYSTOPIE BOLIVARIENNE

FABRICE ANDRÉANI \*



« Exiger que [l'homme] renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. »

(Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843).

Sur les six dernières années, la plupart des Vénézuéliens ont subi, de l'avis de la quasi-totalité des économistes et historiens, la pire dégradation de leurs conditions d'existence depuis le 19<sup>e</sup> siècle. De fait, on peine à trouver dans l'histoire contemporaine un processus de destruction matérielle, institutionnelle et morale d'une société aussi fulgurant que celui-ci. Tout du moins en temps de paix. L'inflation y a été chaque année la plus forte au monde, la production de pétrole et le PIB ont chuté de plus de 70 %, les importations étatiques de produits de première nécessité et matières premières, de 80 %, le salaire minimum, de 90 %. À partir de 2016, celui-ci n'a guère dépassé les 10 % du panier de base et, sur fond de déliquescence terminale des services publics et infrastructures (eau, électricité, hôpitaux, transports, banques, établissements scolaires, etc.) et de dollarisation *de facto* de l'économie – dont les démarches bureaucratiques les plus élémentaires et prébendes associées –, la situation alimentaire et sanitaire est devenue résolument alarmante, entre niveaux critiques de dénutrition et mortalité infantiles

---

\* DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 (TRIANGLE).

et maternelles, disparition de traitements vitaux et réapparition d'épidémies oubliées, avec, en prime, des taux record d'homicides, d'impunité et d'implication d'agents de l'État dans les premiers<sup>1</sup>. À l'instar des queues kilométriques et des émeutes devant les commerces vigilés et des pillages des autres, ou des lynchages de délinquants allégués, cela fait bientôt quatre ans que l'exode de citoyens de tous horizons politiques et sociaux a pris son rythme de croisière actuel, dépassant en 2019 les 4 millions de départs depuis 2014 (pour 32 millions d'âmes), dans des conditions de plus en plus précaires, sinon mortelles (notamment en mer et/ou *via* des réseaux de traite).

Dans le même temps, avec le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), Nicolás Maduro a présidé à un 18 Brumaire continu et incrémental, jusqu'à sa pseudo-« réélection » en 2018. Élu en 2013 avec près d'un million de voix de moins que Hugo Chávez six mois plus tôt, pour un score ultra-serré et violemment contesté (une dizaine de morts), mais jamais audité, Maduro

était appelé à « dégager » dès 2014, quatre mois durant. Un mouvement d'abord étudiant et matérielle, phagocyté par des politiques « radicaux », mais inhabituellement populaire. Et écrasé au prix d'une quarantaine de morts – une majorité aux mains d'agents de l'État et de « collectifs » paramilitaires –, des centaines d'arrestations et plusieurs destitutions d'élus antichavistes. Fin 2015, la Table de l'unité démocratique (MUD) reflait les deux tiers de l'Assemblée nationale. Depuis, avec l'aval d'un tribunal suprême de justice « réinvesti » *ex ante* par les perdants, qui a derechef amputé cette majorité synonyme de quasi-cohabitation<sup>2</sup> de trois députés pour des « fraudes » jamais avérées, Maduro a gouverné *via* un « Décret d'État d'exception et d'urgence économique » reconduit *ad infinitum*. Fin 2016, sur fond d'immenses manifestations, le Conseil national électoral (acquis au PSUV) bloquait tout aussi arbitrairement les élections syndicales et régionales et la tenue d'un réfé-

<sup>1</sup> Respectivement d'entre 60 et 80 pour 100 000 habitants (selon les sources et modes de comptage), 90 % et 30 % depuis 2016.

<sup>2</sup> Permettant notamment de légiférer et bloquer des décrets, cogérer le budget et (dé)placer ministres et autorités.

rendum de révocation du président à mi-mandat – appuyée par la MUD, l'extrême-gauche non chaviste et diverses figures historiques du chavisme. Au premier semestre 2017, après que le ministère public – chaviste – ait pris le parti de l'Assemblée contre ledit tribunal, le gouvernement a affronté les protestations les plus massives, transclassistes et continues que le pays ait connues de mémoire d'homme, ainsi qu'une vague d'insubordination militaire traduite par quelques escarmouches tardives. Érigé en chef d'une « guerre au terrorisme » soldée par 150 morts – les deux tiers *via* la répression –, des milliers d'arrestations, plusieurs dizaines de procès militaires express contre des civils et autant de cas de torture de détenus et d'extorsion de leurs proches, Maduro a « convoqué » – sans référendum – une « Assemblée constituante plénipotentiaire »<sup>3</sup>, « élue » via un mode de scrutin assurant d'avance la victoire des siens<sup>4</sup>.

Ayant imposé aux régionales et municipales suivantes des conditions tout aussi inéquitables à la MUD qu'à ses propres « soutiens critiques » (des communistes aux « communnards »)<sup>5</sup>, le chavisme-madurisme a neutralisé les partis et (dernières) candidatures crédibles pour la présidentielle et bloqué toute inscription électorale de migrants partis après 2015.

Nonobstant plusieurs cas d'assassinats de militants et cadres chavistes par des opposants depuis 2013 à force de rage et de paranoïa accumulées, parler de « radicalisation de part et d'autre » relève de l'ignorance, du calcul cynique ou d'un narcissisme identitaire lâche et mortifère. Mettre dos à dos un appareil (para)militaro-judiciario-mafieux surarmé et des bandes d'étudiants plus ou moins « radicalisés » – à tous les bouts du spectre politique – et/ou de jeunes déshérités, équipées au mieux d'armes artisanales, faire de toute aumône

<sup>3</sup> Boycottée par la MUD et qui n'a, en deux ans, rien rédigé en la matière.

<sup>4</sup> Avec un volet territorial surreprésentant à l'envi les zones rurales – dépeuplées –, et un volet corporatif hasardeux et excluant 5 millions de votants. On estime qu'entre 25 et 50 % des 8 millions de voix revendiquées sont frauduleuses.

<sup>5</sup> Entre méconnaissance des candidats unitaires ou chavistes non alignés, déplacements massifs de centres de vote la veille du scrutin, pointage obligatoire des bénéficiaires d'aides – voire contrôle *in situ* du vote – et inversion des scores.

ou microfinancement partisan perçu une preuve d'enrégimentement martial, les connecter à la dissidence militaire, et par extension à un sempiternel « axe » reliant Washington à l'est de Caracas via Bogotá... tout ceci conforte la version bolivarienne d'une *doxa* policière universelle. Mais une *doxa* des plus obscènes dans un pays où circulent des millions d'armes à feu de tous calibres. Et où, singeant les chefs du PSUV qui jouent les procureurs à la télévision (tels Diosdado Cabello) et les journalistes dociles qui dominent les médias, publics comme privés, les mercenaires idéologiques invétérés de la révolution, mais souvent aussi les adeptes plus ou moins savants du pas de côté amnésique, se « sourcent » aux fiches d'une police qui en vingt ans a torturé à mort et fait disparaître au moins autant de proies qu'en quarante ans d'ancien régime – et « découvre » des armes de guerre à loisir dans les permanences, voitures ou chambres à coucher des élus d'opposition. Côté militaire, s'il y a eu des actions anti-gouvernementales ponctuelles ou tuées dans l'œuf depuis l'été 2017, il est douteux que chacun des quelque 100 soldats encore incarcérés en aient été – contrairement aux « superflics » Oscar Pérez et consorts, achevés d'une

balle dans la tête en reddition ; et l'on remarquera au passage que ce sont plutôt des gradés chavistes anti-Maduro qui ont sollicité l'aide de « l'Empire ». Quant aux rares procédures menées à terme contre des opposants d'envergure, quantité ont été reniées de A à Z par leurs procureurs ou juges (exilés) – comme ceux qui ont condamné le « fasciste » Leopoldo López à 13 ans de prison pour un discours. Cependant que le lot commun des prisonniers politiques, plus de 300 actuellement, est d'attendre des mois avant de voir un juge, sinon un avocat – une dizaine étant, à l'inverse, retenue en otage contre l'avis des tribunaux.

La revendication de la « présidence intérimaire » depuis début 2019 par le chef de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, soutenu notamment par les États-Unis et le gros de l'Union européenne, a accru les fissures au sein du chavisme prétorien, haut gradés compris, dont le n° 1 de la police politique SEBIN, exilé aux États-Unis après un putsch frustré le 30 avril. Mais la stratégie de Guaidó n'a pas été suivie massivement, sur fond d'un énième regain répressif et de popularisation de la croyance en une miraculeuse « intervention chirurgicale » *gringa* – bien au-delà de l'antichavisme –, sous

l'effet croisé de la surenchère discursive de Guaidó et de la Maison-Blanche, et de son double « anti-impérialiste », national et euro-latino-américain<sup>6</sup>. En outre, les « guaidistes » ne se sont guère concertés avec le monde syndical, qui a repris les rues depuis 2018 et se trouve plus que jamais persécuté, à l'instar des travailleurs opposant leur expertise à la propagande sur le « sabotage » de centrales électriques – avant et après la « mégapanne » de mars –, ou d'hôpitaux. Quant à l'éventualité de nouvelles conjonctions entre protestataires de *barrios* populaires, cortèges oppositionnels ou dissidents, et/ou militaires anti-Maduro, notons qu'à Cotiza (Caracas), où une rébellion dans une caserne avait fait tache d'huile peu avant la « proclamation » de Guaidó, une demi-douzaine de civils ont subilement sortis des razzias (para-) militaro-policières, baptisées « Opérations de libération et protection du peuple », et les « forces spéciales » FAES réservent depuis 2015 aux jeunes hommes pauvres et délinquants allégués : traqués jusque dans leur lit et exécutés

sans autre forme de procès, chez eux ou dans des ruelles adjacentes. À l'aune de cet état de fait, et vu que la vaste majorité des plus de 20 000 homicides imputables à l'État sous Maduro relèvent d'exécutions extra-judiciaires (sans affrontement tangible), même les criminologues issus du chavisme n'hésitent plus à comparer le régime à ceux « de sécurité nationale » des années 1970-1980 dans le Cône Sud, ultime totem-épouvantail du fétichisme pseudo-anti-impérialiste.

N'en déplaise à la dernière demi-poignée de croyants en l'existence d'une « guerre économique » antirévolutionnaire menée par un fantasmagorique « bloc » impérialiste-oppositionnel-patronal, le gouvernement émettait déjà, et depuis plus d'un an, des bons de la dette on ne peut plus « odieux », plutôt que de la restructurer de concert avec les députés (au risque d'en dévoiler les secrets) lorsque, fin 2017, la pétrolière nationale PDVSA et la République ont été interdites d'accès à Wall Street. Les premières sanctions américaines impactant sans équivoque les

<sup>6</sup> Du reste, un bataillon de 600 civils et militaires posté côté colombien de la frontière par un général chaviste dissident lors de la tentative tragicomique d'acheminement unilatéral d'aide humanitaire a été stoppé net par... le président Iván Duque.

comptes publics et le secteur privé – ou ce qu’il en reste –, à savoir l’embargo *de facto* sur le pétrole de PDVSA (début 2019) et le gel des actifs publics restants sur le sol *yankee* (été 2019), commencent à peine à faire sentir leurs effets. En attendant donc de rendre à César ce qui lui reviendra, force est de rappeler que si la chute des cours du brut de 2014 a donné le coup de grâce aux dispositifs redistributifs (re)mis en place dix ans plus tôt – dont les « missions » de santé, alimentation et éducation –, dès la fin des années 2000, faute de réformes fiscales significatives depuis 1999, ceux-ci n’étaient soutenables qu’au prix d’un endettement croissant, au Nord comme auprès de la Russie et de la Chine. Aussi n’ont-ils vivoté entre-temps, comme le reste de l’« État communal » réellement existant en ville et à la campagne – en parallèle aux anciens établissements publics alors déjà pillés et/ou asphyxiés –, que grâce à une main d’œuvre aussi « participative » qu’informelle (très souvent féminine), et virtuellement gratuite (entre paye au lance-pierre et abus de planche à billets). Et dont la « loyauté » est aujourd’hui gratifiée de l’accès privilégié aux (maigres) paniers d’aliments des comités locaux d’approvisionnement et production (CLAP,

qui ne produisent rien) ... et du droit d’en priver les « traîtres » avoisinants de tout ou partie. Ce sans oublier la force de travail des « camarades » professionnels cubains (médecins et autres), dont l’État-patron insulaire conserve plus de 75 % du salaire – outre les passeports *in situ*.

À l’été 2012, quand, au terme d’une campagne ultra-dispendieuse, le gratin de la « gauche de la gauche » européenne se pavanait à Caracas aux côtés d’un « commandant intergalactique » moribond – littéralement crucifié sur l’autel de « la survie de la révolution » – et s’apprêtant à léguer à son dauphin une dette publique trois fois plus élevée qu’en 1998, le navire était pour ainsi déjà gorgé d’eau, malgré l’optimisme régnant sur le pont : d’un côté, production déclinante, sinon en berne, dans le secteur public et stagnante dans le privé, pénuries chroniques, vétusté avancée des systèmes électriques et d’eau courante et du bâti public, explosions de raffineries, marées noires, débordements d’eaux usées, etc. ; de l’autre, recrudescence du travail informel, persistance tous azimuts, mais primordialement dans la « bolibourgeoisie », de la captation frauduleuse de devises à taux préférentiel et de la fuite



de capitaux, de la contrebande de biens régulés (ou régularisés) et de première nécessité, du trafic d'armes et de cocaïne, et nouvelle ruée vers l'or (et les diamants, le coltan, le cobalt, la bauxite, etc.) de travailleurs et travailleuses pauvres, bandes et groupes armés locaux et colombiens (ELN, FARC) et unités militaires dans l'Arc minier de l'Orénoque – baptisé ainsi par Chávez, accouché par décret de son héritier en 2016, et où l'alliance « écosocialiste » entre transnationales de tous crus<sup>7</sup> et firmes militaires menace les principales réserves d'eau du pays et de diversité naturelle du continent. Aussi Chávez, ce « roi Midas inversé » (Jeudiel Martínez) qui semblait frapper de nécrose tout ce qu'il touchait sur un air de « *the show must go on* », non content d'avoir laissé ses frères d'armes vider les caisses des entreprises nationalisées après sa réélection de 2006 (mines, minerais, énergie, sidérurgie, télécoms, banque, agro-alimentaire, tourisme, etc.) et réprimer à loisir les ouvriers qui les dénonçaient, ne cessa-t-il jamais d'inaugurer des projets plus pharaoniques les uns que

les autres<sup>8</sup>. Une vaste majorité d'entre eux se sont avérés mort-nés, à l'instar, entre mille autres, des centrales thermo-électriques facturées en dizaines de milliards de dollars qui font cruellement défaut aujourd'hui ; ou précocement croulants, comme nombre des dizaines de milliers de logements sociaux – chèrement – construits à compter de la « mégacampagne » de 2011-2012. Pour le reste, tandis que les travailleurs d'État devaient choisir entre leur statut et le droit de grève ou de (non) manifestation, dans le silence complice et au profit de notables chavistes ou associés, paysans sans terre et indigènes continuaient de tomber sous les balles des milices latifundistes et minières, et petits et moyens propriétaires agricoles et commerçants à se voir extorqués, ou à défaut expropriés (en *live* à la télé).

Telle était l'amère réalité de la « construction du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle » à coups de décrets-lois, moquant la « victoire de merde » (*dixit* Chávez) du « non » au référendum de 2007 sur la réforme constitutionnelle éponyme – victoire érigée par les

<sup>7</sup> Canada, Chine, Suisse, Italie, Émirats, Congo, Angola, Turquie, Palestine...

<sup>8</sup> Avec Odebrecht (qui a battu là ses records d'incomplétude), ses concurrents chinois, mais aussi iraniens, biélorusses...

ignares en gage de démocratie. Et qui, en sus de parachever la mise au pas du « pouvoir populaire » au nom de « la guerre asymétrique contre l'Empire », a notamment légalisé la mise sous tutelle de territoires décrétés « stratégiques », comme la mairie de Caracas et l'État central du Miranda, remportés par l'opposition en 2008 et 2017 (comme quatre autres États en 2017). Si c'était là un résultat indirect du boycott des législatives de 2005 par l'opposition, alors plus nettement bourgeoise et patronale et qui avait échoué à défaire Chávez tour à tour via un coup d'État civico-média-tico-militaire, trois mois de grève/lock-out à PDVSA et un référendum révocatoire (2002-2004), reste qu'au sortir de cette longue crise révolutionnaire à front renversé, le gouvernement avait déjà pour lui l'essentiel des armes et des juges : les premières, de par l'hybridation typique de ce genre de conjoncture entre « bandes d'hommes en armes » (Engels) de tous crus – (ex)groupes militaires anti et proguérilla, unités anti-émeute et « collectifs » armés populaires, police criminelle

et gangsters... ; les seconds, grâce à l'avortement opportun de la réforme judiciaire lancée en 1999, résultant à ce que près des deux tiers des juges n'ont jamais été titularisés, restant donc amovibles à merci. Partant, des angles morts jamais élucidés, du coup d'État d'avril 2002 (que Chávez a délibérément laissé couler) à l'incarcération – *ad infinitum* – du héros du contrecoup militaire-populaire après son soutien au « non » de 2007 (le général Raúl Baduel), en passant par le licenciement de quelque 18 000 grévistes de PDVSA et la discrimination à l'embauche dans le public des pétitionnaires prorévocatoire de 2004<sup>10</sup>, l'état de la justice pré-« socialiste » ne présageait rien de bon pour la suite.

Ainsi, l'actuel double processus de paupérisation à marche forcée et de fuite en avant autoritaire constitue bien un legs de Chávez. Voire son legs tout court, s'il n'avait remis au goût du jour la lutte contre la misère du monde. Un credo toutefois amalgamé, dans la vision néo-millénariste du prophète apparu en 1992 au cours d'un putsch militaro-civil censé conjurer

<sup>10</sup> 20 % du corps électoral sont requis. Les listes du CNE ont fuité et été mises en ligne (et dans des logiciels dédiés).

la répression (militaire) des grandes émeutes anti-austéritaires de 1989 (*Caracazo*)<sup>11</sup>, avec l'extension du domaine de son Église via la distribution discrétionnaire – et profondément inégalitaire –, du butin sur lequel il a mis la main : la plus formidable ingestion de pétrodollars jamais enregistrée dans le pays, à savoir quelque mille milliards de dollars, dont près de la moitié ont été soustraits au Trésor public. Élu en 1998 à la tête d'une coalition de gauche sur la promesse de redémocratisation d'un jeune pétro-État providence en crise aiguë, Chávez en aura précipité la décomposition tous azimuts, avant que Maduro ne la parachève. Si d'aucuns concèdent aujourd'hui que le Venezuela, ex-phare de la gauche globale, est la tête de pont d'une dynamique d'effondrement autrement concrète et globalisée et parlent à juste titre de dystopie, le fait est qu'il était tout à la fois l'un et l'autre bien avant que ce lexique ne devienne à la

mode. Et sauf à vouloir fuir toute introspection critique ou flatter l'équivalence boiteuse entre dédémocratisation et « fascisation » (plus utile pour mobiliser que pour penser), l'on ne saurait séparer ce devenir matériel de celui du régime politique, pas plus que de la novlangue qui l'enrobe. Là où le devenir dystopique de la France pseudo-social-libérale s'illustre par un président qui clame, en bon orwellien, qu'« on ne peut pas parler de violence policière dans un État de droit », au Venezuela, où l'on a plus d'une longueur d'avance en la matière, c'est le patrimoine de la gauche tout entière (le meilleur comme le pire) qui a été mis au service d'un autoritarisme *sui generis*, entre répression légale et clandestine du dissensus, contrôle biopolitique des pauvres et laissez-faire radical vis-à-vis de la prédation économique chez les fidèles. En prendre acte dissipera peut-être de nouveaux mirages... et désastres ultérieurs.

<sup>11</sup> Comptables respectivement d'une quarantaine et de plus d'un millier de morts.

## VENEZUELA : DEUX OU TROIS DÉTAILS DE L'HISTOIRE...



MAURICE LEMOINE \*

Étonnante performance que celle de la République bolivarienne du Venezuela... Elle réussit à provoquer un réquisitoire quasiment unanime – des représentants de la droite la plus conservatrice à la confrérie des marxistes postmodernes en passant par les chiens de garde écrits, radiodiffusés ou télévisés : « Au Venezuela, Nicolás Maduro se maintient au pouvoir au prix d'une répression croissante malgré sa mise en minorité électorale et fait face à un effondrement économique sans précédent, avec des conséquences dramatiques pour les habitants, qui s'exilent

massivement dans les pays voisins, une criselée à la gabegie gouvernementale, à l'incurie de la gestion pétrolière, et aggravée par les sanctions de l'administration Trump. »<sup>1</sup>

Réjouissons nous : de tels commentaires nous rajeunissent. Pour Georges Dupoy, journaliste au *Figaro* au début des années 1970, l'Unité populaire de Salvador Allende n'était à peu près exclusivement que « *faux-semblants, bavardages, irresponsabilité et incompétence* ». Selon Raymond Aron, dans le même quotidien, « [...] l'échec du président Allende était consommé. [L'armée] n'intervenait pas pour arrêter les pro-

---

\* JOURNALISTE, ÉCRIVAIN, AUTEUR DE *VENEZUELA. CHRONIQUE D'UNE DÉSTABILISATION*, LE TEMPS DES CERISES, PARIS, 2019.

<sup>1</sup> Thomas Posado, Michel Rogalski, Pierre Salama, « L'Amérique latine en bascule », *Recherches internationales*, n° 115, Paris, juillet-septembre 2019.

grès du socialisme – le président, face aux passions déchaînées et à une économie dégradée, ne songeait plus qu'à durer [...]»<sup>2</sup> Quant à Robert Lozada, du social-darwiniste Club de l'Horloge, il avançait : « C'est l'impéritie de la politique économique menée [...] par Salvador Allende qui l'a conduit à sa chute. Aucun régime ne résiste à une inflation de 1 000 % en rythme annuel, comme celle qui sévissait à Santiago dans les semaines précédant le coup d'État. » Des manipulations de la vérité à large échelle. À la différence que, à cette époque, la gauche était capable d'en discerner les grosses ficelles et d'appeler « déstabilisation » une déstabilisation.

Dissenter à n'en plus finir sur les issues possibles à la crise vénézuélienne n'a aucun sens si l'on ne rétablit pas quelques vérités délibérément écartées par une opération mondiale de lynchage organisé.

Par où commencer ?

Les mesures coercitives unilatérales (rebaptisées « sanctions ») des États-Unis ne feraient qu'« aggraver » une situation économique caractérisée par les pénuries (bien réelles) dont souffre la population. Une conjoncture due plus que tout,

bien avant la mise en œuvre de la « punition » impériale, à la gestion de Nicolás Maduro. Cette approche met délibérément de côté le torpillage de la révolution bolivarienne par une « guerre économique » entamée avant même l'arrivée à la présidence du successeur d'Hugo Chávez.

Exemple concret (parmi dix mille autres) : en obligeant les producteurs et les commerçants à travailler « à perte », les « prix régulés » – cette horreur socialiste qui interdit une marge bénéficiaire supérieure à 30 % sur certains produits de première nécessité – font que plus personne ne produit. Cherchez l'erreur : sur les 42 marchandises mises sur le marché par le géant agroalimentaire national Polar, seules quatre ont un prix « régulé » (la farine de maïs, le riz, l'huile et les pâtes alimentaires) ; cela n'a pas empêché que, avant l'élection présidentielle d'avril 2013 (gagnée par Maduro), l'ensemble de sa production, et non ces seuls produits, ait reculé de 37 % ; puis de 34 % au moment de « La Salida » (période insurrectionnelle de 2014) ; de 40 % avant les législatives de décembre 2015. Effet recherché : la gestion chaviste vous

<sup>2</sup> « La Tragédie chilienne », *Le Figaro*, 14 septembre 1973.

fait « crever de faim », votez pour l'opposition.

Le Venezuela étant soumis à un contrôle des changes depuis 2003 (pour éviter la fuite des capitaux), toutes les importations dépendent en grande partie de l'octroi de devises étrangères par l'administration publique. Pour l'achat des matières premières et des biens essentiels, le gouvernement fournit aux entreprises des dollars – ceux qu'il reçoit à travers les exportations pétrolières – à un taux préférentiel. En 2004, ces firmes reçoivent 2,1 milliards de dollars pour importer des aliments : chacun peut se nourrir normalement. En 2014, 7,7 milliards (une augmentation de 91 %) : on ne trouve plus rien dans les magasins.

En 15 000 signes (longueur approximative de cet article), on ne détaillera évidemment pas six ans de cet évident sabotage, qui s'est aggravé au fil du temps. Il s'agit là de quelques données de base destinées à provoquer la réflexion de tout individu curieux et de bonne foi.

Pénuries organisées et sélectives des produits... Mais les biens sortis du marché pour rendre la vie infernale à la population lui parviennent : au marché noir, après mille difficultés et à un prix exorbitant. Sachant que, par ailleurs, 12 210 tonnes (!) d'aliments,

dont manquent cruellement les Vénézuéliens, sont interceptées de janvier à novembre 2014 en direction de la frontière colombienne par les forces de la Commission de lutte contre la contrebande. Pour une tonne récupérée, combien parviennent à destination (avec la fréquente complicité, bien entendu, de gardes nationaux ou de militaires vénézuéliens et colombiens) ?

Une floriture pour embellir l'histoire : l'inflation, qui atteint on ne sait même plus combien de « millions de pour cent ». Aucune économiste ne saurait rationnellement l'expliquer. Sauf ceux qui prennent en compte la manipulation des taux de change effectuée par un organisme nommé Dolar Today, géré depuis Cúcuta et Bogotá (Colombie), supervisé depuis Miami.

Et maintenant, les effets spéciaux... D'un seul coup (2016, 2018), l'argent liquide disparaît. Le moindre achat devient un casse-tête. Incurie du pouvoir ? En mars 2016, la police fluviale colombienne intercepte un chargement de 16,5 millions de bolivars en coupures de 100 ; en décembre, l'armée vénézuélienne en saisit pour 88 millions ! Le 13 février 2017, au... Paraguay, un poids lourd sort de la route, une partie de son

chargement vole sur le bas-côté : vingt-cinq tonnes de billets de banque vénézuéliens ! Entrés dans le pays par le Brésil après un passage par la Colombie.

Nul ne prétend que tout va pour le mieux dans le meilleur des Venezuelas ! Comme toute entreprise humaine, le pouvoir commet des erreurs. Bien réelle, endémique, la corruption participe de l'anarchie dans la distribution des biens essentiels et le pillage de l'État. Évoquant les « *empresas de maletín* » (entreprises fictives, supposément toutes « chavistes », ayant détourné l'argent destiné aux importations), l'économiste Luis Salas estime qu'elles représentent 10 % de l'octroi de devises. « *La grande fraude est le fait des firmes classiques et des transnationales. La droite met en évidence les "empresas de maletín" pour occulter cette responsabilité.* » En novembre 2019, le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza avancera le chiffre global des malversations à « au grand maximum 20 % ». C'est beaucoup. Beaucoup trop. Mais ne suffit pas à expliquer un tel effondrement du pays. Pas plus que ne le justifie la baisse brutale des cours du brut entre 2014 et 2016 (même si elle a affecté les capacités financières du gouvernement). Avec un baril remonté en 2017 aux alentours

de 40 dollars (puis 50 en 2018), et même avec une diminution de la production, la théorie de la population « au bord de la famine » à cause du « pays en faillite » résiste mal à la réflexion (pour peu, bien sûr, qu'il y ait une réflexion).

Derrière les analyses simplistes se cache l'essentiel. « Les piliers économiques sont des cibles bien plus faciles que les bases militaires ou les palais présidentiels ; *secouez-les, et le tyran finira par tomber* », a développé le politologue états-unien Gene Sharp, le Machiavel de « la lutte non violente » (camouflage contemporain des « révolutions de couleur »).

Le 6 décembre 2015, lors des élections législatives, ce sont ces tracas, ces privations et le mécontentement érodant le moral des citoyens qui ont fait perdre 1 900 000 voix au chavisme et l'ont rendu minoritaire à l'Assemblée. Entre parenthèses, c'est avec le système électoral qu'elle dénonce chaque fois qu'elle perd que l'opposition a obtenu cette majorité. Pour qui ne l'aurait pas remarqué, lors des élections régionales de décembre 2013, cette droite « systématiquement flouée par les fraudes » avait, bien que battue par la majorité présidentielle, remporté la mairie du Grand Caracas et plusieurs importantes

capitales d'État : Maracaibo (la deuxième ville du pays), Merida, Valencia, Barquisimeto, San Cristobal, Maturín, Barinas... Lors des régionales suivantes, en 2017, elle conserva les très stratégiques États de Merida, Zulia et Táchira, situés sur la frontière colombienne (la principale menace pour la sécurité du pays).

Oui, mais, justement, cette Assemblée d'opposition élue fin 2015... Rayée de la carte, bafouée, piétinée... Objection ! Tout comme Maduro avait accepté la défaite, les forces conservatrices auraient dû assumer qu'il demeurerait le président constitutionnellement élu. Il n'en a rien été. Le 5 janvier 2016, dans son premier discours de président de l'Assemblée nationale, Henry Ramos Allup annonçait que, dans un délai de six mois, celle-ci trouverait « une méthode pour changer de gouvernement ». En privé, il parlait de seulement trois mois pour « sortir Maduro ». Une « cohabitation » à la vénézuélienne ! Par pure provocation, Ramos Allup fit prêter serment à trois députés de l'État d'Amazonas dont le Tribunal suprême de justice (TSJ) avait invalidé l'élection pour fraude (preuves à l'appui). Sauf à se transformer en république bananière, aucun État de droit n'accepterait un tel défi. Le TSJ déclara que tout

acte émis par cette Assemblée serait considéré comme « nul » tant que celle-ci, « en violation flagrante de l'ordre public constitutionnel », se trouverait en situation de « *desacato* » (outrage à l'autorité). Vous avez dit scandaleux ?

Lorsque, au terme d'une vague de violence insurrectionnelle, et en l'absence d'une Assemblée exerçant ses responsabilités institutionnelles, Maduro convoque pour le 30 juillet 2017 l'élection d'une Assemblée nationale constituante (ANC), il s'appuie sur les articles 347, 348 et 349 de la Constitution. La victoire lui octroyant un nouveau mandat le 20 mai 2018 aura lieu après un dialogue destiné à établir les garanties démocratiques entourant l'élection, dialogue rompu le 6 février, quand, sur ordre de Washington, l'opposition radicale refusa de signer le texte définitif, rédigé d'un commun accord – ce dont le médiateur, José Luiz Rodríguez Zapatero, s'offusqua publiquement. Forte abstention, bien sûr, lors de ces deux consultations boycottées par toute l'opposition (Constituante) ou une partie (présidentielle) : 52 % dans ce dernier cas. Disqualifiant ? C'est selon. Certains racontent que l'abstention fut de 58 % lors du scrutin portant Michelle Bachelet au pouvoir au Chili



(2013) et de 54 % s'agissant de Sebastián Piñera (2017) ; de 56 % lors de la dernière élection de Juan Manuel Santos en Colombie (2014) ; de 49 % au Honduras en 2017 (agrémentée de fraudes de surcroît) ; et même de 57,36 % (un record !) lors du deuxième tour des législatives du 18 juin 2017 en... France ! Sans appel au boycott de qui que ce soit... Amusant, non ?

Dans cette guerre qu'elle n'a pas méritée, la révolution bolivarienne a encore assez de punch pour opposer une belle résistance. Par la violence ? La droite et l'extrême droite vénézuéliennes n'ont rien d'un club de bridge. Lors des deux vagues insurrectionnelles de 2014 et 2017 – les « *guarimbas* » –, le décompte macabre des victimes (45 et 142) a donné lieu à une manipulation majuscule. Transformées en martyrs par l'internationale médiatique, la moitié d'entre elles, souvent chavistes ou sans camp défini, ne participaient pas aux protestations. Quant aux « manifestants pacifiques », ils ont réussi la performance de tuer par balles neuf membres des forces de l'ordre en 2014 et sept en 2017 (en plus, cette année-là, de blesser vingt et un policiers par arme à feu). Le

4 août 2018, c'est à l'aide de deux drones chargés d'explosifs que l'« opposition démocratique » a tenté d'assassiner le chef de l'État. Un détail anodin, à n'en pas douter...

Il est toujours dangereux de tirer le tigre par la queue. Le chavisme se défend (sinon, il serait déjà tombé). Pour des raisons « politiques », mais aussi « criminellement politiques », des opposants sont incarcérés (rarement innocents). Des officiers félons sont arrêtés. Les mouvements populaires se mobilisent (avec leur lot d'inévitables excès), comme les « *colectivos* » – militants radicaux (un crime pour les adeptes de la reddition permanente !) rebaptisés « paramilitaires » par les chercheurs bureaucrates et les niais. Que manipulent, c'est vrai, des médias rassemblés en bandes et hurlant comme des loups. Lorsque *Le Monde* (5 octobre 2019), aveuglément repris par les rois du « copier-coller », « révèle » que la force publique vénézuélienne « a tué environ 18 000 personnes depuis 2016, des exécutions extrajudiciaires pour la plupart », inventant même sur son site Internet « selon l'ONU »,

<sup>3</sup> Lire sur le site de *Mémoire des Luittes*, « Venezuela : aux sources de la désinformation », 7 octobre 2019.

il ment de façon extravagante<sup>3</sup>  
 Une honte pour la profession.  
 La *fake news* de l'année. Mais aux  
 effets dévastateurs sur l'opinion.

Dans quelle partie du monde  
 un Juan Guaido, président fan-  
 toche et autoproclamé, appe-  
 lant une puissance étrangère  
 à affamer ses concitoyens par  
 des « sanctions » et à intervenir  
 militairement dans son pays,  
 serait-il encore en liberté ? En  
 France, pour « intelligence  
 avec une puissance étrangère  
 [...] en vue de susciter des hos-  
 tilités ou des actes d'agression »,  
 il aurait déjà pris trente ans de  
 détention criminelle (art. 411-4  
 du Code pénal). Le véritable  
 scandale réside dans l'appui  
 que lui prodigue la supposée  
 « communauté internationale »  
 – les États-Unis et leurs supplé-  
 tifs de l'Organisation des États  
 américains (OEA), auxquels  
 s'ajoute l'Union européenne :

50 pays sur les 193 présents à  
 l'ONU.

Qu'on cesse d'observer le  
 Venezuela tel qu'on voudrait  
 qu'il soit et non tel qu'il est.  
 Cruelles, criminelles, dévas-  
 tatrices et bafouant le droit  
 international, les « mesures  
 coercitives » américaines  
 n'aggravent pas la situation,  
 elles parachèvent l'agression<sup>4</sup>.  
 Se contenter de dénoncer, au  
 nom d'un anti-impérialisme de  
 routine, une seule et éventuelle  
 intervention militaire améri-  
 caine relève de l'hypocrisie. Il y  
 a belle lurette que l'intervention  
 – c'est-à-dire la guerre – des  
 États-Unis contre le Venezuela  
 a débuté. Est-ce un hasard ? En  
 Amérique latine, où l'on connaît  
 ses classiques, la quasi-totalité  
 des partis progressistes et des  
 mouvements sociaux et popu-  
 laires soutiennent le Venezuela  
 « de Maduro ».

200

<sup>4</sup> Voir sur le site *Venezuela en vivo*, « Chronologie des sanctions économiques contre le Venezuela ».

# COMPRENDRE LE VENEZUELA SANS MANICHÉISME



THOMAS POSADO \*

**L**e processus bolivarien suscite depuis des décennies des controverses majeures à gauche chaque fois qu'il apparaît à la une de l'actualité : entre 2002 et 2006, entre les espérances légitimes des antilibéraux et l'effroi des sociaux-démocrates et depuis quelques années dans un conflit immensément plus contradictoire et dramatique, entre les ingérences des États-Unis, la tournant autoritaire de Nicolás Maduro et l'effondrement du système de production. Nous voudrions revenir dans ce texte sur quelques aspects de ces polémiques : l'absence de réalité de la notion de socialisme au Venezuela, les causes de

l'effondrement économique et la nature des ingérences commises. Nous concluons notre propos sur les quelques perspectives que l'on peut imaginer pour le pays.

## L'échec du processus bolivarien n'est pas celui du socialisme

La rhétorique socialiste utilisée par le gouvernement vénézuélien depuis 2005 induit les débats dans des voies erronées. Le secteur privé a toujours eu une part majoritaire dans l'économie vénézuélienne et les gouvernements chavistes n'ont pas changé cette caractéristique. Selon les données de la Banque centrale du Venezuela,

---

\* DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES.

<sup>1</sup> Banco central de Venezuela, « Información Estadística. PIB por Sectores Institucionales », consulté le 8 mai 2019, disponible sur : <<http://www.bcv.org.ve/estadisticas/producto-interno-bruto>>.

la part du secteur public dans le produit intérieur brut (PIB) a très peu augmenté entre le premier trimestre 1999, date de l'investissement d'Hugo Chávez, et le troisième trimestre 2015, dernier intervalle pour lequel nous disposons de ces informations, passant de 31,9 % à 34,2 % après un minimum de 24,5 % lors du second semestre 2007<sup>1</sup>. Ces chiffres ont sans doute évolué depuis le développement de la crise, mais cela permet en préalable de réfuter l'hypothèse d'un système économique alternatif au Venezuela qui aurait été fondé durant les années Chávez. Les nationalisations ont été tardives (à partir de 2007 principalement), ont été indemnisées au prix du marché et ont abouti dans la plupart des cas à des entreprises peu productives.

### **Un capitalisme rentier et corrompu, origine de l'effondrement économique**

Dans une économie dépendante de la rente pétrolière, qui représente, depuis des décennies, la quasi-totalité de ses exportations, les années 2004-2014 ont été un cycle d'abondance, le cours du baril

de pétrole augmentait jusqu'à dépasser les 100 dollars (à l'exception d'un bref intermède en 2008-2009). Des programmes sociaux, baptisés « missions », se sont développés en termes de santé, d'éducation, d'alimentation et de logement pour améliorer le quotidien des plus modestes. Ce ne sont pas ces redistributions, mais celles envers les entreprises qui ont eu des conséquences dramatiques les années suivantes. En effet, à partir de 2003, au moment des tentatives de renversement de l'opposition, Hugo Chávez a mis en place un contrôle des changes et un octroi de dollars subventionnés. Depuis cette date, des firmes multinationales et des entrepreneurs proches du gouvernement, plus connus sous le nom de bourgeoisie bolivarienne ou bolibourgeoisie, détournent ce système par des surfacturations d'importations et des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées, avec la complicité du gouvernement. Les études sur ces malversations font état d'une fuite de centaines de milliards de dollars par ce biais. Des fortunes colossales ont été accumulées par ce moyen, notam-

<sup>1</sup> « Banco central de Venezuela, « Información Estadística. PIB por Sectores Institucionales », consulté le 8 mai 2019, disponible sur : <<http://www.bcv.org.ve/estadisticas/producto-interno-bruto>>.

ment par des amis du pouvoir, au vu et au su de tous, y compris des gouvernements Chávez puis Maduro. Ce phénomène est à l'origine d'une perte totale de confiance dans la monnaie vénézuélienne, qui a perdu 99,99 % de sa valeur depuis l'été 2012.

La caractéristique principale du capitalisme vénézuélien est sa dimension rentière. Si Hugo Chávez a réussi à reprendre le contrôle de l'industrie pétrolière qui était de plus en plus autonome de l'État, s'il a réussi à redistribuer une partie des richesses aux plus modestes (et une autre aux plus aisés par l'octroi de dollars subventionnés qu'on vient de mentionner), il n'est en revanche pas parvenu à diversifier les sources de revenus. Pire encore, dans une tentative désespérée d'accumuler des ressources, Nicolás Maduro a accru encore davantage cette dépendance aux matières premières avec une faible valeur ajoutée en publiant, début 2016, un décret dit de l'Arc minier de l'Orénoque. Celui-ci livre aux entreprises transnationales 112 000 km<sup>2</sup> soit 12 % du territoire national, l'équivalent de la superficie d'un pays comme Cuba ou le Portugal, à l'exploitation d'or, de diamants, de fer, de coltan, de bauxite et autres minéraux sous la modalité de la Zone économique de dévelop-

pement national, c'est-à-dire, en dérogeant à l'impôt, au droit du travail et à celui de l'environnement. L'instabilité politique est telle depuis cette date que peu de multinationales exploitent ce territoire, mais l'industrie minière artisanale n'en fait pas moins des ravages contre l'environnement et les communautés locales. Nicolás Maduro est le premier responsable de l'effondrement économique du pays mais, quelles que soient ses fautes, cela ne diminue en rien le caractère cynique et à certains égards criminels des ingérences que commettent les États-Unis et ses alliés depuis plusieurs mois.

### **Des ingérences qui volent encore davantage l'État vénézuélien**

Depuis janvier dernier, une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, les gouvernements latino-américains de droite et d'extrême-droite regroupés avec le Canada dans le groupe de Lima et la plupart des membres de l'Union européenne, ont reconnu Juan Guaidó comme président par intérim du Venezuela. Cet acte, en rupture avec la coutume du droit international qui tend à reconnaître le pouvoir effectif d'un gouvernement, est révélateur de l'indignation à

géométrie variable de ces pays, capables de verser des larmes de crocodile sur la démocratie au Venezuela tout en vendant des armes à l'Arabie Saoudite dans sa sanglante guerre au Yémen ou en recevant dans leurs palais présidentiels des dictateurs sanglants tel le maréchal égyptien Al-Sissi. La duplicité du Brésil est à cet égard stupéfiante : comment condamner, légitimement, l'inéligibilité aux critères très politiques d'opposants vénézuéliens comme Henrique Capriles et Leopoldo López tout en infligeant une condamnation tout aussi faible juridiquement à Lula ?

L'attitude des États-Unis est sans aucun doute la plus cynique à l'égard du Venezuela, en tentant d'imposer une aide humanitaire tout en asphyxiant l'État de ses sources de liquidités. En août 2017, l'administration Trump interdit toute entreprise ou citoyen états-unien de contracter de nouvelles obligations à l'égard de l'État vénézuélien, précipitant le défaut partiel de paiement, trois mois plus tard. Ces sanctions ont été alourdies depuis l'auto-

proclamation de Juan Guaidó en gelant les comptes de la CITGO, entreprise appartenant au Venezuela, mais exerçant aux États-Unis et y détenant quelques milliers de stations-service, une cinquantaine de terminaux de stockage et de distribution et trois raffineries, dont la valeur est estimée entre 8 et 13 milliards de dollars. Cette décision peut à juste titre être assimilée à un vol d'une des ressources majeures du Venezuela. La paralysie commerciale devrait s'accroître encore davantage avec l'instauration d'un embargo interdisant à toute entité d'utiliser le dollar pour acheter du pétrole à PDVSA, la puissante firme pétrolière, affaiblie mais principale source de richesses pour le pays. Ces nouvelles décisions du gouvernement Trump, avec leur dimension extraterritoriale, contreviennent également au droit international, comme celles à l'égard de Cuba et de l'Iran. Deux économistes estiment que 40 000 Vénézuéliens sont décédés en raison de ces sanctions<sup>2</sup>, un chiffre difficilement vérifiable qui révèle néanmoins le caractère criminel de

<sup>2</sup> Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs, « Economic Sanctions as Collective Punishment : The Case of Venezuela », Center for Economic and Policy Research, mis en ligne en avril 2019, consulté le 3 mai 2019, disponible en ligne : <<http://cepr.net/publications/reports/economic-sanctions-as-collective-punishment-the-case-of-venezuela>>.

la politique de Donald Trump au Venezuela. Ces mesures, récentes, depuis 2017, ne sont pas la source principale de l'effondrement économique, mais aggravent les conditions de vie des Vénézuéliens en termes de santé, d'alimentation...

Dire cela ne signifie pas que Nicolás Maduro défend la souveraineté nationale. 49,9 % de CITGO sont détenus par Rosneft, la société pétrolière de l'État russe. Le Venezuela s'est endetté à hauteur de 67,2 milliards de dollars envers la Chine entre 2007 et 2018. S'il était louable de diversifier les partenaires économiques pour ne pas demeurer dans un échange inégal exclusif avec les États-Unis, au fil des années, le gouvernement chaviste a alimenté la gabegie du détournement du taux de change et a hypothéqué les richesses nationales pour le profit de partenaires commerciaux, différents, mais tout aussi voraces que les précédents.

### Un avenir incertain

L'avenir du Venezuela apparaît bien sombre. Tant que le pays sera subordonné au bord que choisit l'armée ou à des grandes puissances, on peut déterminer trois scénarios : l'arrivée de l'opposition au pouvoir, le maintien de Maduro et une division des forces militaires

qui pourrait dégénérer dans une guerre civile.

L'arrivée au pouvoir de Juan Guaidó serait sans aucun doute le scénario d'une restauration libérale. Le 31 janvier dernier, il a présenté un programme de gouvernement à l'université centrale du Venezuela, le « Plan País », dans lequel il propose une orientation libérale, basée sur un « redimensionnement » du rôle de l'État dans l'économie, la privatisation des services publics... Des économistes, proches de lui, ne cachent pas qu'ils réfléchissent à un retour du FMI et de ses recettes favorables aux entreprises privées, sans que personne n'ait jamais voté pour cela au Venezuela. Les velléités putschistes de ces forces politiques sont d'une telle virulence qu'elles ne permettraient pas l'organisation d'élections transparentes, mais un climat de revanche contre le chavisme et même, plus largement, envers la gauche et les classes populaires. L'engagement des États-Unis est tel qu'il est probable qu'ils n'attendent que le renversement de Maduro pour restaurer leur tutelle sur les fructueuses ressources du sous-sol vénézuélien et s'octroyer la priorité dans le paiement de la pléthorique dette.

Pour l'heure, Nicolás Maduro se maintient au pouvoir au prix

d'un recul croissant des formes de démocratie. On aurait pu espérer que, dans un moment aussi critique pour le pays, il tente de renouer avec sa base sociale. Or, il n'en est rien. Les forces spéciales de la police bolivarienne (FAES) répriment de manière ciblée dans les quartiers populaires au prix de nombreux morts. Le site Internet *aporrea* qui publie, depuis les tentatives putschistes de 2002, des points de vue variés de gauche sur l'actualité du Venezuela, est régulièrement bloqué par les fournisseurs d'accès de l'État, depuis plusieurs semaines. Le gouvernement Maduro conduit la population vénézuélienne dans une impasse, non seulement sur un plan démocratique, mais également d'un point de vue économique, en s'avérant incapable de juguler le cycle d'hyperinflation, l'effondrement de la production et les pénuries d'électricité et de produits de première nécessité. Selon l'ONU, plus de 4 millions de Vénézuéliens seraient partis à l'étranger chercher des conditions de vie plus dignes, soit plus de 10 % de la population nationale, une proportion comparable à celle de pays en guerre.

Les appels récurrents aux forces armées de l'opposition pourraient être porteurs d'une guerre civile. La menace est très

hypothétique, mais l'escalade des tensions rend le risque non négligeable. Nicolás Maduro et Juan Guaidó ont misé sur les militaires pour se maintenir ou parvenir au pouvoir, ils sont pour l'heure restés dans leur immense majorité loyaux au gouvernement chaviste. Paradoxalement, l'armée a accru son influence depuis que le pays n'est plus dirigé par un militaire. Hugo Chávez, qui en provenait, avait une autorité naturelle. Nicolás Maduro a acheté cette obéissance au prix fort. Un tiers des ministres sont issus de ses rangs, principalement dans le secteur économique. De nombreuses entreprises publiques sont sous le contrôle de militaires, dont PDVSA. 2 000 officiers ayant été promus généraux, le Venezuela en a désormais autant que l'ensemble des pays de l'OTAN. Si les hauts gradés sont ainsi intéressés au maintien du gouvernement Maduro, les officiers subalternes et les sous-officiers sont l'objet de toutes les attentions. Les assauts répétés et désorganisés de soldats s'inscrivent dans cette logique. Au sein de la population, un noyau dur d'environ 20 % de la population soutient toujours activement Nicolás Maduro. Des millions de Vénézuéliens ont trouvé une dignité pendant les années Chávez et défendront,



pour certains militairement, jusqu'à leur dernier souffle l'exécutif Maduro en fidélité à l'héritage de la période dorée des gouvernements chavistes. L'effondrement des conditions de vie conduit une autre partie des Vénézuéliens à une désespérance pouvant aller jusqu'à la prise d'armes. Si on ajoute à cela le fait que les armes circulent en grand nombre au Venezuela, le pays est une poudrière qui peut exploser à tout moment.

Une autre issue est possible, une sortie par le haut, démocratique. Elle supposerait de remettre le pouvoir, non pas à l'armée ou à des puissances étrangères, mais à la population elle-même, au-delà de l'autoritarisme de Maduro, de l'auto-proclamation de Guaidó et de toutes les ingérences étrangères. Des élections générales doivent être organisées de manière transparente, avec égal financement et égal accès aux médias, ce qui n'a jamais été engagé, ni durant les gouvernements de démocratie représentative de 1958 à 1998, ni durant la période chaviste. Ces changements politiques ne peuvent être durables que si l'économie vénézuélienne se relève. La production pétrolière s'effondre avec le développement de la

crise, de près de 3 millions de barils en 2014 à à peine plus de 700 000 en mai 2019. Pour redonner de l'oxygène à l'économie, il faudrait une annulation, partielle ou totale, de la dette que le Venezuela ne pourra de toute façon pas honorer. Enfin, à long terme, il faudra sortir du paradigme extractiviste qui mène structurellement le Venezuela à la dépendance des cours du pétrole et à des cycles d'abondance et de crise.

Le Venezuela est dans une configuration complexe dont il faut se garder des explications manichéennes. La défense de Nicolás Maduro est une impasse. Son gouvernement ne défend pas un horizon socialiste et l'émancipation des Vénézuéliens, mais s'enlise dans la gabegie et la résolution autoritaire de toutes les protestations. Il ne faut en revanche pas être dupe sur le jeu cynique des États-Unis et de ses alliés, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ce n'est pas un supposé idéal démocratique, mais des intérêts économiques et géopolitiques dont les Vénézuéliens sont les otages qui sont en jeu. Leur avenir réside sans aucun doute dans une redémocratisation et un redressement économique.

# VENEZUELA : TOUT CE QUI BOUGE AUX CONFINES DE L'EMPIRE N'EST PAS FORCÉMENT ROUGE

MICHEL ROGALSKI \*



L'évolution de la situation au Venezuela inquiète. Et légitimement, au premier chef, ceux qui suivirent avec enthousiasme les avancées du tournant à gauche en Amérique latine depuis une vingtaine d'années. Car elles furent porteuses de ruptures avec des décennies de dictatures militaires ou d'échecs des politiques néolibérales leur ayant succédé. La bascule à droite du continent est hélas bien engagée, par grignotages successifs révélant des bases d'appui non repoussées – oligarchies, finance, secteurs religieux, poids des armées, médias – et leurs réseaux d'alliances internationales. Elle laisse un

continent où les gauches ont dû quitter le pouvoir même si elles témoignent encore de fortes capacités de luttes et de mobilisations comme au Brésil au Chili ou en Bolivie.

Le cas du Venezuela est le plus préoccupant à plusieurs titres. D'abord, ce fut le premier pays, dès 1998, à tracer le sillon, à agir pour que d'autres rejoignent et à créer des mécanismes nouveaux de solidarités à travers l'ALBA. Ce fut incontestablement le chef de file des gauches latino-américaines. Son dirigeant, Chávez, se réclama du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » et envisagea même le projet de construire une V<sup>e</sup> Internationale dont le siège aurait été basé à

---

\* ÉCONOMISTE, CNRS ; DIRECTEUR DE LA REVUE RECHERCHES INTERNATIONALES.

Caracas. Le Venezuela fut le symbole du désaveu infligé à Francis Fukuyama suggérant que l'histoire était terminée avec l'effondrement des pays socialistes. Des fractions importantes des forces progressistes mondiales se rallièrent à sa cause et lui témoignèrent leur solidarité. Ensuite, ce pays, dont le niveau de vie par tête d'habitant était le plus élevé d'Amérique latine, recelait des richesses pétrolières considérables qui avaient contribué à sa forte croissance – certes non industrialisante, dépendante des États-Unis et corromptive – pendant plusieurs décennies. Le pays comptait en Amérique latine et attirait depuis les années 80 nombre d'exilés politiques venus du continent et de migrants économiques. Bref, son aura dépassait l'échelle du continent et, comme Cuba des décennies plus tôt, il suscitait bien au-delà de lui-même une immense espérance.

Les succès furent rapides. Les richesses nationales furent mobilisées de façon massive et non sans succès au service de la lutte contre les inégalités et la pauvreté. Les célèbres *missions* déployées avec l'aide des Cubains en matière de santé, d'éducation, de logement et d'alimentation notamment furent largement plébiscitées par la population au point que

l'opposition dut s'engager lors des campagnes électorales à les maintenir. Le pétrole et ses immenses revenus furent mis au service du programme ambitieux de l'équipe dirigeante. La démocratie connut un jour nouveau et les masses populaires renouèrent avec la politique et s'engagèrent dans les batailles électorales comme jamais auparavant. Caracas devint la capitale des gauches radicales pendant quelques années, comme Alger le fut pour les luttes tiers-mondistes dans les années soixante. L'oligarchie vénézuélienne, au pouvoir depuis toujours, n'accepta pas de se trouver dépossédée du pouvoir politique, alors même qu'elle conservait néanmoins toute son assise économique et financière. Ayant sauvegardé le statut de classe riche avec tous les privilèges qui l'accompagnent, elle ne se résigne pas à être écartée du pouvoir politique. La situation est pour elle incongrue, nouvelle et alimente son désir de revanche. Bref, si les pauvres étaient moins pauvres, les riches étaient plus riches et n'acceptaient pas d'être privés d'un pouvoir politique qui semblait naturellement leur appartenir. La tentation putschiste fut forte et ils y succombèrent – sans succès – en 2002, tentant de la poursuivre par une grève

patronale pétrolière. Très tôt, le pays fut coupé en deux fractions opposées qui occupèrent massivement les rues à tour de rôle. Immenses manifestations, parfois fortes d'un million de personnes, traduisant l'extrême politisation du pays.

Las, ces succès étaient fragiles et ne durèrent pas. Le recul de la pauvreté et les programmes des *missions* s'obtinrent par distribution d'une rente pétrolière échappant à tout contrôle parlementaire et non pas par un recul de l'exploitation ou une mise au pas du patronat. Le pays ne connut aucun véritable plan de développement appuyé sur le mot d'ordre avancé depuis des décennies – *semmer le pétrole* –, mais jamais appliqué. Le piège s'est refermé sous le double effet d'un effondrement drastique de la production pétrolière et d'une chute du prix du baril d'environ 50 %. En vingt ans, la production est passée d'environ trois millions de baril/jour à moins d'un million aujourd'hui, sur lequel il faut prélever les livraisons à Cuba et à la Chine en remboursement en nature d'un prêt financier de cette dernière. La capacité exportatrice du pétrole s'est réduite à peau de chagrin au point que la filiale de raffinage du groupe pétrolier national, la Citgo, basée à Houston et sixième société du secteur aux

États-Unis, doit aujourd'hui pour maintenir son activité importer du brut de Colombie et du Mexique. Cette société de raffinage très rentable a toujours constitué pour le Venezuela une « vache à lait » à monnaie forte, car c'est elle qui honorait les remboursements d'emprunts de sa société mère, la PDVSA. Elle est aujourd'hui au cœur de l'affrontement entre Washington et Caracas. Ses fonds ont été mis sous séquestre et elle est dotée de deux directions, l'une nommée par Juan Guaidó et l'autre par Nicolás Maduro. Elle possède en outre la particularité d'être virtuellement possédée à 49,99 % par la société russe Rosneft si PDVSA n'arrive pas à rembourser l'argent prêté par Moscou. Washington est tétanisée par cette situation, car il lui faudra choisir : soit aider la PDVSA à rembourser sa dette aux Russes, soit laisser ces derniers s'emparer de la moitié de la 6<sup>e</sup> société de raffinage du territoire américain. L'avenir du Venezuela se joue peut-être à Houston.

Le pays est aujourd'hui effondré. Les caisses du pays que l'on présente comme le plus grand détenteur de réserves énergétiques du monde sont quasiment vides. L'équipe dirigeante au pouvoir sans partage depuis vingt ans a manifestement failli

et semble dorénavant plus soucieuse de recherche de mécanismes institutionnels propres à assurer sa survie, en court-circuitant l'Assemblée nationale tombée entre les mains de l'opposition, qu'à l'avenir du pays. Depuis quelques années la violence répressive renaît, les libertés publiques et la démocratie sont malmenées. La crise économique, financière, alimentaire, sanitaire, voire humanitaire s'est abattue sur le pays et a transformé le quotidien des habitants, les poussant à la fuite bien au-delà des élites. Les plus pauvres partent en Colombie, au Brésil, à Trinidad. Les riches ou les diplômés tentent l'exil aux États-Unis, au Canada ou en Europe. L'ONU estime à quatre millions le nombre d'exilés, soit les chiffres d'un pays en guerre. La corruption et le trafic de drogue non seulement ne sont pas combattus, mais deviennent constitutifs de l'assise du régime. L'insécurité augmente. La bourgeoisie oligarchique détient toujours le pouvoir économique et piaffe d'impatience dans l'attente d'un retour au pouvoir politique qu'elle estime naturel de récupérer. Les succès sociaux des premières années du chavisme ne sont plus que souvenirs, laminés par une inflation à plus de 1000 % qui interdit toute amélioration pour les plus

pauvres et fait les délices des spéculateurs des taux de change qui favorisent la dollarisation du pays. Une extrême-droite factieuse s'affirme dans sa volonté de déstabiliser le pays et ne croit plus qu'à la rue ou à l'auto-proclamation présidentielle pour s'emparer du pouvoir, tandis que des chavistes de la première heure font défection, restent en marge ou rejoignent l'opposition. Un tiers des ministres et plus de la moitié des gouverneurs sont des militaires. Bref, le pays va mal et semble avoir perdu toute boussole. La gestion du quotidien l'emporte désormais sur toute vision d'avenir. Mais l'armée reste fidèle à un régime dont elle n'a aucune raison de s'écarter tant elle en est bénéficiaire. L'opposition, sans programme convaincant, est divisée ou réprimée et a beaucoup perdu de sa crédibilité.

Une question hante tous les amis de ce pays. Le Venezuela est-il resté sur les rails du bolivarianisme, est-il encore un régime de gauche ? C'est aujourd'hui la préoccupation essentielle de tous ceux qui trouvaient dans cette expérience originale raisons de se réjouir et que l'on sollicite pour une solidarité inconditionnelle.

Sur le continent, quand la gauche accède au pouvoir, elle doit reconquérir des marges

de souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d'urgence soulager la misère des couches marginalisées – parfois jusqu'à 40 % de la population – tout en étant attentif à l'appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui, ayant sanctionné les équipes précédentes, attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L'ampleur de la tâche est immense, car les pays sont exsangues. Tout est à construire : système de santé, travaux d'infrastructures, logements décents, contrôle des ressources nationales, des hydrocarbures à l'eau, lancement de réformes agraires, augmentation de l'autonomie alimentaire, alphabétisation des adultes, scolarisation des jeunes. Il s'agit d'assurer un développement maîtrisé au service de tous. Sous des formes diverses ces exigences se retrouvent partout.

Tel était l'enjeu du virage à gauche de l'Amérique latine. Comment se traduit-il dans des politiques à mener ? Plusieurs champs principaux apparaissent qui constituent des « mar-

queurs » d'une orientation à gauche : le rapport au monde et notamment au grand voisin du nord ; l'attitude face à la pauvreté et aux inégalités ; les modalités de l'exercice du pouvoir ; la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement afin d'assurer l'indépendance du pays. Bref, il s'agit de marier Bolivar à Marx, c'est-à-dire lier l'émancipation nationale aux luttes sociales et repenser les formes de l'exercice de la démocratie.

En premier lieu la figure marquante et tutélaire de Bolivar signifie que l'indépendance nationale, la souveraineté politique et économique, la maîtrise de ses ressources ainsi qu'une vision d'un développement national constituent une ardente obsession et un objectif toujours poursuivi. Souvent faibles, ces pays n'ont pas la capacité à eux seuls de renverser le cours de la mondialisation. Écartant toute idée d'autarcie, ils doivent tout à la fois se prémunir des effets dévastateurs et déstabilisants de la finance en favorisant le financement du développement par le recours à l'épargne intérieure et en choisissant des taux de change suffisamment bas et donc compétitifs pour contrarier les effets désindustrialisant du syndrome de la « maladie

hollandaise » pour ceux qui possèdent des ressources primaires.

En deuxième lieu, la prise en compte de la pauvreté et des inégalités sociales constitue un marqueur incontournable de ces expériences. Réduire la pauvreté, élever les minimums sociaux, mettre en œuvre des politiques pro-pauvres favorisant l'accès aux besoins essentiels aux couches les plus défavorisées, combattre la précarité et le travail informel qui minent la société, tels sont pour l'essentiel les leviers indispensables. La redistribution, conçue de façon assistancielle sans prendre appui sur une réduction de l'exploitation, serait insuffisante. Cela est d'autant plus vrai lorsque, et c'est le cas le plus fréquent, ces oligarchies sont articulées à des réseaux internationaux puissants.

En troisième lieu, les modalités de l'exercice du pouvoir doivent retenir l'attention. C'est une question importante parce qu'elle cristallise souvent les accusations de « populisme ». Les libertés publiques ont-elles été élargies ? Les exclus de la vie politique, notamment les pauvres, ont-ils été réinsérés dans les mécanismes de la vie politique ? La liberté d'expression et de manifester est-elle sans faille ? La corruption, souvent massive dans le continent,

fait-elle l'objet d'une répression énergique, ou bien la laisse-t-on aller au fil de l'eau, au risque de créer une nouvelle bourgeoisie liée au régime établi ? La lutte contre la drogue, dont on sait combien elle alimente la corruption, fait-elle partie des priorités gouvernementales ? Enfin, l'insécurité, notamment urbaine, qui se nourrit du terreau de la misère, de tous les trafics et d'un sentiment d'impunité, est-elle prise à bras-le-corps ?

Chaque avancée populaire en Amérique latine a toujours conjugué Bolivar, Marx, avancées démocratiques et politiques de développement.

Assurément le Venezuela d'aujourd'hui ne coche plus toutes ces cases et présente des signes de reculs manifestes. Il interroge ses amis sur la dérive en cours et les possibilités d'un redressement. La sollicitation d'une solidarité inconditionnelle ne peut être de mise, surtout si elle voudrait se justifier par l'existence d'une hostilité états-unienne qui serait rendue responsable de tous les échecs ou de la dérive du régime. Faudrait-il adorer le régime des ayatollahs au prétexte que l'Iran subirait les foudres de Washington ? Ou encore se réjouir des actions d'Al Qaïda dès lors qu'elle prétend s'opposer au grand Satan américain ?

Le bon mot d'ordre, c'était bien ni Bush ni Ben Laden et non pas Ben Laden contre Bush? Tout ceci dérive d'une analyse simpliste qui voudrait que l'ennemi de mon ennemi soit automatiquement mon ami. On est en présence d'une théorie « campiste » qui postulerait que dès lors que l'on se revendiquerait d'un camp alors la solidarité devrait se mobiliser sans réserve pour tous ceux qui seraient en butte à l'hostilité de notre adversaire, lui laissant en réalité le choix de définir le bon et le méchant. Bref, tout ce qui bouge aux confins de l'empire n'est pas forcément rouge. Le croire ferait l'économie d'aller regarder de près ce qui se passe derrière une volée de slogans et de postures. Une telle attitude ne peut être constitutive de l'internationalisme qui suppose pour fonctionner un partage de valeurs qui actionne sa mise en œuvre.

La solidarité internationale se mérite. Elle n'est pas un droit. Elle s'appuie sur le partage de

valeurs et de combats communs, se nourrit en retour de la fierté de ce qu'accomplissent ceux qui en bénéficient et ouvrent ainsi des voies utiles à d'autres en suggérant des inspirations. Ces conditions sont au cœur d'un mécanisme gagnant-gagnant. Il faut savoir le rappeler dans des moments cruciaux.

Aujourd'hui le Venezuela est devenu un fardeau pour la solidarité internationale. Son image répulsive est instrumentalisée en Amérique latine. Deux faits récents devraient sonner l'alerte. Lorsque Jean-Luc Mélenchon passe l'été dernier en Amérique latine, il visite le Mexique et l'Argentine et prend bien soin d'éviter la pause photo avec Maduro à Caracas. Lorsqu'Evo Morales doit quitter La Paz, il se précipite au Mexique dans un premier temps, puis rejoint l'Argentine en prenant bien soin d'éviter l'escale de Caracas. Tous deux ont compris les limites et les dangers d'un internationalisme irréfléchi.

*Décembre 2019*